

Guide des **études**



Organisation

LMD

Contrôle des connaissances

Débouchés

Master

Projet professionnel

Stages

Compétences informatiques

Vie universitaire

Séjours à l'étranger

Vie associative

...

PHYSIQUE

EDITO



Un physicien moderne étudie la physique quantique les lundis, mercredis et vendredis et médite sur la théorie de la relativité gravitationnelle les mardis, jeudis et samedis. Le dimanche, il prie pour que quelqu'un trouve la corrélation entre les deux. »

*Norbert Wiener
Mathématicien, précurseur de la cybernétique*

BONJOUR À TOUTES ET À TOUS !

Nous sommes très heureux de vous présenter ce Guide des études en physique, publié par Yvon Mag' et Epicure 3.0.

Vous êtes plus d'un million et demi d'étudiants à avoir choisi de vous inscrire dans les 84 universités françaises cette année, alors même que de nombreuses réformes ont été mises en œuvre ces dernières années, comme l'autonomie des universités et la régionalisation par la création de Pôles de recherche et d'enseignement supérieur. Espérons que ces réformes, si elles sont bien menées, seront un gage de qualité et d'excellence pour les diplômes que vous obtiendrez tout au long de votre cursus.

Un cursus varié aux débouchés nombreux

En tout cas, vous avez choisi une filière porteuse et complète : elle propose en effet des enseignements de physique complétés par des modules de mathématiques, de chimie, d'informatique, de sciences de l'environnement et de sciences de l'ingénieur, afin de préparer les étudiants à des besoins et des fonctions variés.

La majorité des diplômés exercent des fonctions d'études, de recherche et développement, autour

de projets scientifiques et techniques. On les retrouve aussi fréquemment dans des services techniques (maintenance, sécurité, process, méthodes, qualité) ou en informatique de gestion, au sein des sociétés de services en ingénierie informatique (SSI). D'autres, nombreux aussi, occupent des postes en recherche, en tant qu'assistant ingénieur, chargé de recherche ou ingénieur de recherche.

Par ailleurs, si ce guide vous donne envie de vous investir dans la vie de votre établissement, n'hésitez pas à contacter votre association étudiante qui se fera un plaisir de vous accueillir et de vous intégrer dans ses nombreuses activités d'animation, de services et de représentation.

Bonne rentrée à tous et que le succès soit au rendez-vous !

**La rédaction
mag.yvon.eu**

SOMMAIRE



- 5** CE QU'IL FAUT SAVOIR SUR LA LICENCE DE PHYSIQUE

- 8** LE LMD, COMMENT ÇA MARCHE ?

- 10** LE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

- 11** LA DEUXIÈME SESSION ET LES RATTRAPAGES

- 13** LE STATUT AJAC

- 14** SÉLECTION EN MASTER : CE QU'IL FAUT RETENIR

- 16** QUELS DÉBOUCHÉS APRÈS DES ÉTUDES DE PHYSIQUE ?

- 21** L'ACCOMPAGNEMENT EN PREMIÈRE ANNÉE DE LICENCE

- 23** C2I : LE CERTIFICAT INFORMATIQUE ET INTERNET

- 24** LE CLES , L'INDISPENSABLE CERTIFICAT DE COMPÉTENCES EN LANGUES

- 27** ERASMUS, L'EUROPE À PORTÉE DE VOS ÉTUDES

- 28** LE PROJET PERSONNEL ET PROFESSIONNEL

- 30** LE STAGE EN MILIEU PROFESSIONNEL : UN INCONTOURNABLE

- 34** L'UNIVERSITÉ, COMMENT ÇA MARCHE ?

- 37** LE CROUS, LES ŒUVRES SOCIALES AU SERVICE DES ÉTUDIANTS

- 38** LES ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES, ANIMATRICES DE LA VIE UNIVERSITAIRE

- 42** LA MUTUELLE ÉTUDIANTE : LE PARTENAIRE SANTÉ

Le guide des études est une publication de la société Epicure 3.0.

Dépôt légal : à parution Septembre 2020

Directeur de publication : Nicolas Decloux
nicolas.decloux@gmail.com

Rédaction : Fabien Cluzel - Rémi Raher

PAO : Lorenzo Carpagnano - Fabien Cluzel

FILIÈRES & DÉBOUCHÉS

Licence

Licence

Master

Master

LMD

LMD

Contrôle des connaissances

Contrôle des connaissances

Rattrapages

Rattrapages

Statut AJAC

Statut AJAC

Sélection en M1

Sélection en M1

CE QU'IL FAUT SAVOIR

SUR LA LICENCE DE PHYSIQUE

Cette licence forme les étudiants à la physique générale théorique et expérimentale. Les enseignements de physique sont complétés par des modules de mathématiques, de chimie, d'informatique, de sciences de l'environnement et de sciences de l'ingénieur afin de préparer les étudiants aux besoins des différents domaines de la physique. Des modules optionnels permettent de personnaliser la formation : ils portent, par exemple, sur la matière condensée, la physique atomique et nucléaire, l'astrophysique, les sciences pour l'ingénieur, etc.

La plupart des universités proposent la L1 dans le cadre d'un portail pluridisciplinaire dit MIPI, pour Mathématiques-Informatique-Physique-Ingénierie.

À partir de la deuxième année (L2), des modules spécifiques aux parcours sont progressivement introduits. L'objectif est alors d'acquérir un solide socle de connaissances scientifiques et de mûrir son orientation dans l'une ou l'autre discipline spécifiques à la licence de physique.

Puis, en L3, les étudiants choisissent un parcours de la mention de Physique (à l'exception du parcours

Physique-Chimie auquel les étudiants accèdent généralement dès la L2).

Ces parcours de spécialisation, particulièrement nombreux en licence de physique, dépendent des affinités, des notes et du projet professionnel. Voici quelques exemples de parcours. Ils ne sont pas exhaustifs, et ne sont pas proposés par toutes les universités :

- physique appliquée
- physique et chimie
- physique et biologie
- physique fondamentale (parcours orienté vers la recherche)
- mécanique
- mécanique : simulation et conception
- métiers de l'enseignement (en vue du concours de l'enseignement CAPES)
- physique, matière et environnement
- physique et modélisation
- ingénierie physique
- parcours bi-disciplinaire de physique-sciences de la Terre
- parcours bi-discipl. physique-mathématiques
- parcours CPEI : Cycle préparatoire aux écoles d'ingénieurs
- physique, matière et environnement
- parcours double licence Physique-Chimie
- E3A : Electronique, Energie Electrique, Automatique

Qu'étudie-t-on en licence de physique ?

- Tronc commun en physique, chimie générale, mathématiques et informatique de base
- Fondements de la physique théorique : optique, mécanique, électromagnétisme, thermodynamique, énergétique
- Physique quantique et physique statistique, parfois astrophysique (souvent en L3).
- Physique appliquée (acoustique, électronique).
- Outils mathématiques et numériques (algorithmes et utilisation de logiciels)

LES LICENCES PROS

Il est aussi possible, après la L2, de rejoindre une **licence professionnelle** (un an de formation assortie d'un stage de 12 à 16 semaines). Voici quelques exemples de mentions de licence pro :

- LIOVIS – Instrumentation, optique et visualisation
- Optique professionnelle
- Chimie et physique des matériaux
- Acoustique et vibrations
- Instrumentation et métrologie
- Chimie et physique des matériaux
- Métiers de l'instrumentation, de la mesure et du contrôle qualité (expertise, mesures, environnement)
- Énergie et génie climatique spécialité Techniques physiques des énergies
- Métrologie et qualité de la mesure
- Maintenance et technologie : contrôle industriel
- Instrumentation et tests en environnement complexe

Attention : l'accès en licence pro est très sélectif, et les diplômés de L2 physique sont parfois en concurrence avec des diplômés de DUT.

Instrumentation et mesure, de quoi parle-t-on ?

L'instrumentation désigne un ensemble industriel, notamment celui de la fabrication d'instrumentation scientifique et technique. Elle regroupe également l'ensemble des instruments et appareils permettant d'assurer la commande et le contrôle d'une machine ou d'un process.

La métrologie est l'ensemble des disciplines liées à la mesure. Elle regroupe les techniques permettant d'effectuer des mesures, de garantir leur exactitude et de les interpréter dans le processus de fabrication de pièces complexes.

Les compétences des physiciens centrées sur l'instrumentation (tests, essais, recherche et développement...), le contrôle industriel et la métrologie répondent bien à ces besoins.

Le technicien en métrologie effectue des calculs sur ordinateur et réalise des simulations. Il peut participer au choix des processus de contrôle, de performance et de qualité : étalonnage, choix des appareils de mesure.

Peut-on rejoindre une école d'ingénieurs avec une licence de physique ?

Oui ! La plupart des écoles d'ingénieurs proposent des concours communs pour les admissions parallèles s'adressant à des étudiants de l'enseignement supérieur qui souhaitent rejoindre une école d'ingénieurs mais ne sont pas issus de classe préparatoire scientifique. Ces concours sont généralement ouverts aux titulaires d'une licence scientifique pour une intégration en première année, et aux étudiants en première année de master scientifique pour une intégration en deuxième année. Autour de 25 % des admis en écoles d'ingénieurs sont passés par les admissions parallèles.

Voici quelques sites d'écoles à consulter :

- <http://concours.ensea.fr/portail/ats.html>
- <http://admission.groupe-insa.fr>
- www.polytech-reseau.org
- <http://www.geiuniv.com/>

À noter que certaines universités proposent des parcours renforcés pour se préparer à ces concours d'entrée.

LA POURSUITE EN MASTER

Après une L3, la plupart des diplômés poursuivent en master (en 2 ans), en fonction de leur parcours et de leur projet.

La physique est une filière assez généreuse en possibilités de poursuite d'études en master pro ou en master recherche. Leur liste complète serait trop longue, mais en voici un bel échantillon représentatif :

- Master Physique
- Master Physique spécialité physique cellulaire
- Master Acoustique
- Master Physique spécialité astrophysique
- Master Physique spécialité physique subatomique et astroparticules
- Master Physique appliquée et ingénierie physique
- Master Physique fondamentale et applications
- Master Physique et applications spécialité physique des hautes énergies
- Master Physique spécialité physique des rayonnements, détecteurs, instrumentation et imagerie
- Master Physique et applications spécialité systèmes biologiques et concepts physiques
- Master Physique spécialité matière condensée et nanophysique
- Master Physique et applications spécialité nanosciences
- Master Physique et applications spécialité systèmes complexes
- Master recherche Physique fondamentale spécialité physique et systèmes biologiques
- Master Physique et applications spécialité optique, matières, plasmas
- Master Physique spécialité photonique et optique pour les matériaux
- Master Optique, image, vision spécialité optique, image, vision
- Master Sciences de l'univers et technologies spatiales
- Master Sciences de la matière spécialité physique-chimie
- Master Électronique, énergie électrique, automatique (EEA)
- Master Physique de l'énergie et de la transition énergétique

FOCUS MASTER

Master Physique fondamentale et applications

Ce master propose une large palette de parcours présentant la physique dans toute sa diversité, depuis les fondements jusqu'à ses nombreuses applications. Il offre aussi des ouvertures multiples vers les disciplines voisines où une formation en physique est appréciée : sciences de l'ingénieur, sciences de l'environnement et de la Terre, sciences de l'Univers, sciences du vivant, etc.

Il conduit à une insertion, soit dans un laboratoire de recherche publique, soit dans le monde de l'industrie ou de l'entreprise, dans l'un des nombreux domaines abordés dans cette formation. Selon les cas, elle s'effectue directement après l'obtention du Master ou après une thèse de Doctorat.

Il prépare également aux métiers de l'enseignement.

Et la recherche ?

Un master spécialisé en recherche est la voie royale pour accéder au doctorat. Le doctorat consiste en l'élaboration et la rédaction d'une thèse, sur un sujet précis défini par le doctorant et le directeur de thèse. Ces travaux sont ensuite présentés lors d'une soutenance de thèse devant un jury, qui permet d'obtenir le grade de docteur et de prétendre à un emploi dans l'enseignement supérieur et la recherche.

LE LMD

COMMENT ÇA MARCHE ?

Toutes les universités et la plupart des écoles supérieures sont aux normes LMD :

Licence (bac +3)

Master (bac +5)

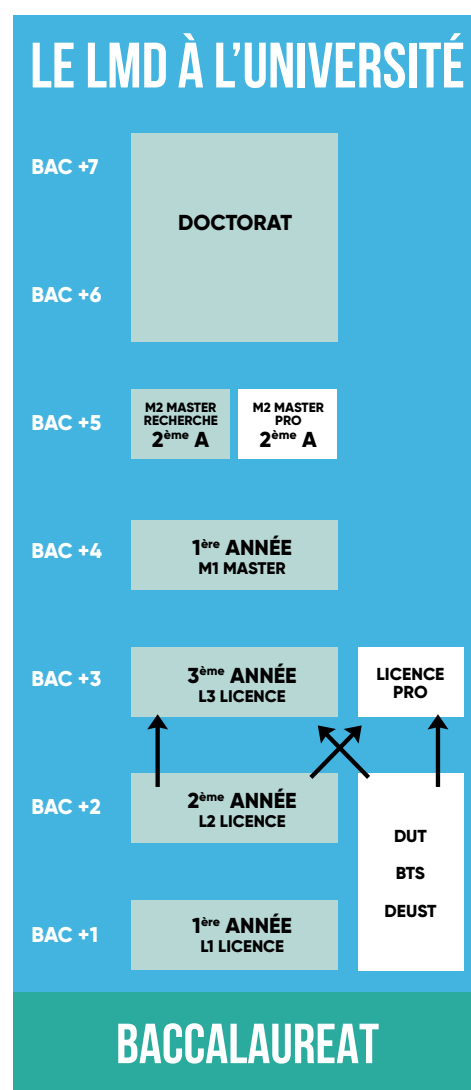
Doctorat (bac +8)

d'où son nom LMD.

Le LMD repose sur un système de points, dit ECTS (European Credit Transfer System) qui, appliqué à tous les diplômes nationaux, permet de faire reconnaître son parcours partout en Europe. Ainsi :

- la licence obtenue après trois années (L1, L2 et L3) est validée par l'obtention de 180 crédits ECTS (6 semestres de 30 points chacun)
- le master se prépare en 2 ans (le master 1 et le master 2) ; il est validé par l'obtention de 120 ECTS (4 semestres de 30 points) après la licence,
- soit 300 crédits et 10 semestres au total pour un bac +5.

Chaque cursus et chaque UE sont articulés en crédit ECTS, qui sont en quelque sorte l'euro de l'enseignement supérieur ! Ces crédits permettent d'évaluer l'ensemble du travail effectué par l'étudiant pendant un semestre (cours, TD, TP, mémoire, stage...). Un semestre équivaut à 30 crédits ; ainsi, le cursus licence est organisé en 6 semestres et vaut 180 crédits et un cursus Master organisé en 4 semestres équivaut à 120 crédits.



Chaque étudiant qui obtient la moyenne à une UE se voit attribuer le nombre de crédits correspondants. Les crédits sont obtenus par validation des UE et sont transférables dans les autres universités françaises mais aussi européennes.

UNE CARTE DES DIPLÔMES PLUS LISIBLE

Les diplômes sont attribués par « domaines de formation ». Un domaine est l'association de plusieurs disciplines pouvant être regroupées naturellement, si l'on considère leurs domaines d'application concernant tant les débouchés professionnels que dans les secteurs de la recherche. Une mise en œuvre d'annexes descriptives au diplôme (dite supplément au diplôme) est faite afin d'assurer la lisibilité des connaissances et des aptitudes acquises.

LES OBJECTIFS DU LMD

L'offre de formation :

elle est organisée sous la forme de « parcours type », c'est-à-dire d'ensembles cohérents d'unités d'enseignements (UE) articulées selon une logique de progression en vue de l'acquisition de compétences identifiées.

Ces parcours de formation adaptés permettent une orientation progressive de l'étudiant en fonction de son projet professionnel ou personnel. Les besoins individuels de l'étudiant sont pris en compte et des compétences transversales (comme les langues étrangères) peuvent être intégrées.

La pluridisciplinarité :

La réforme LMD veut permettre des approches pluridisciplinaires et plus efficaces de la qualité pédagogique, de l'accompagnement et de l'orientation des étudiants.

Un taux d'échec élevé en 1^{ère} année

Sachez que l'échec en licence est très élevé, avec autour de 40 % des étudiants de première année qui échouent à passer en deuxième année dès la première tentative. Un étudiant sur quatre abandonne ou se réoriente pendant ou après une première année non validée, tandis qu'un tiers redouble. Ces chiffres élevés sont pour beaucoup liés au manque de préparation des néo-bacheliers, souvent désorientés par la grande liberté que leur laisse l'université.

La professionnalisation : le souci d'insertion professionnel concerne tous les étudiants. L'insertion doit être possible pour les titulaires d'un bac +5, mais aussi aux titulaires d'une Licence. La licence doit être un diplôme permettant une insertion professionnelle et attestant de compétences et de connaissances acquises par l'étudiant.

La mobilité : le LMD facilite la mobilité étudiante et a pour objectif d'accroître l'attractivité des formations françaises à l'étranger. Le système des crédits ECTS favorise considérablement cette mobilité. Ce système était déjà à la base des échanges européens comme Erasmus (lire plus loin).

LE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

Il est parfois difficile de se faire une idée, en début d'année, de la manière dont votre travail sera évalué... Et ce d'autant plus que les modalités de contrôle des connaissances ont beaucoup évoluées dans les universités ces dernières années, et que leur autonomie rend les règles hétéroclites d'un établissement à un autre.

Sachez pour commencer que les aptitudes et l'acquisition des connaissances seront appréciées :

- soit par un contrôle continu et régulier
- soit par un examen terminal
- soit par ces deux modes de contrôle combinés

Les modalités d'examen doivent être arrêtées et portées à la connaissance des étudiants au plus tard un mois après le début des enseignements. Elles ne peuvent être modifiées ultérieurement en cours d'année.

À ce titre, les établissements doivent indiquer :

- le nombre d'épreuves
- leur nature
- leur durée
- leur coefficient
- la répartition éventuelle entre le contrôle continu et le contrôle terminal
- la place respective des épreuves écrites et orales

DEUXIÈME SESSION

Deux sessions de contrôle des connaissances et aptitudes sont organisées. Sauf exception, l'intervalle entre ces deux sessions est au moins de deux mois et un dispositif pédagogique de soutien doit être mis en place (mais il faut avouer que ce n'est pas toujours le cas...).

NOTES

Après proclamation des résultats, le jury est tenu de communiquer les notes aux étudiants. De plus, les étudiants peuvent demander, dans un délai raisonnable, la communication de leurs copies et un entretien individuel. En principe il n'y a pas de notes éliminatoires pour l'étudiant (sauf exception).

DIPLÔME

Une attestation de réussite et d'obtention du diplôme doit être fournie aux étudiants trois semaines au plus tard après la proclamation des résultats. La délivrance du diplôme définitif doit intervenir dans un délai inférieur à six mois après cette proclamation.

ÉVALUATION DES FORMATIONS ET DES ENSEIGNEMENTS

Des procédures d'évaluation des formations et des enseignements sont obligatoirement mises en place. Leurs modalités permettent la participation de l'ensemble des étudiants.

Ces procédures favorisent le dialogue nécessaire entre les équipes de formation et les étudiants.

A noter

À la fac, seuls les TD sont obligatoires ! Du coup, on a vite tendance à multiplier les grasses mat' au motif qu'on rattrapera les cours plus tard... Pourtant, l'assiduité et la régularité restent les meilleurs atouts pour valider son année. Et c'est bien pour ça qu'on s'inscrit à la fac, non ?

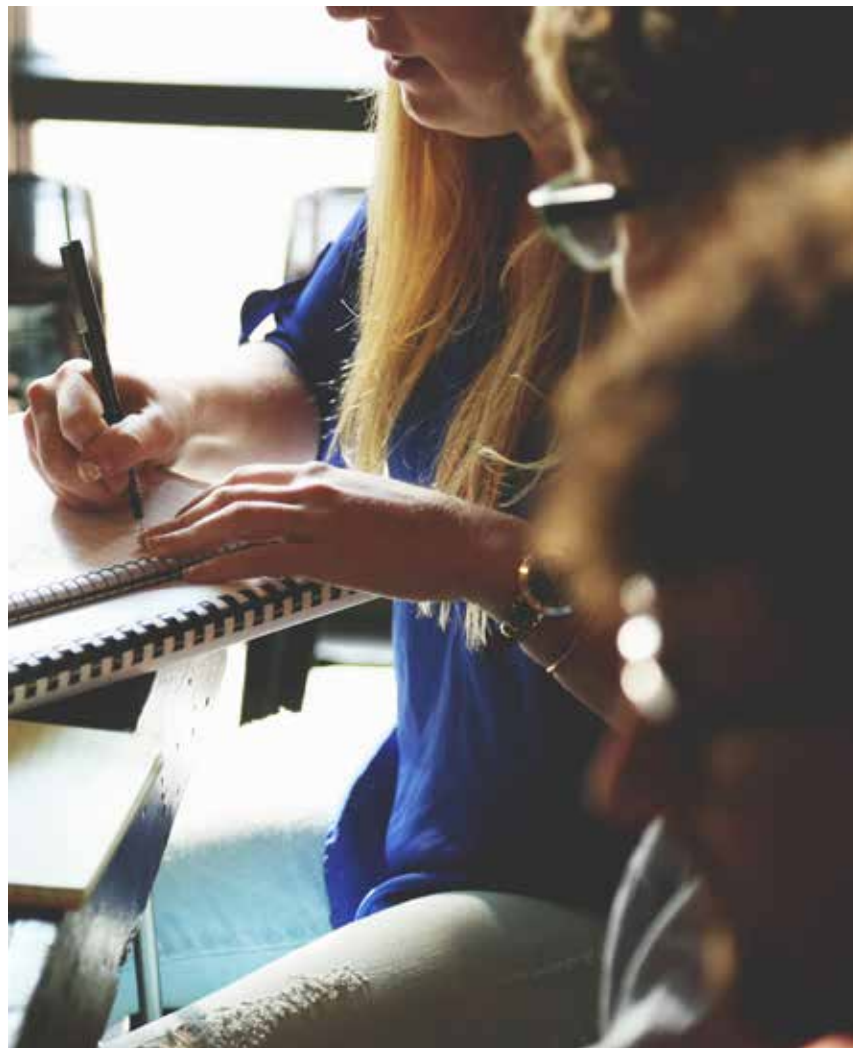
LA DEUXIÈME SESSION ET LES RATTRAPAGES

Qu'on les choisisse ou qu'on les subisse, les rattrapages (ou deuxième session) sont une chance supplémentaire de passer en deuxième année... ou en tout cas de limiter la casse si vous deviez envisager un redoublement (car les UE validées ne seront pas à repasser).



À noter qu'à la différence du baccalauréat,

aucune note minimale n'est exigée pour passer les rattrapages : que vous ayez 2 ou 9,5 de moyenne, vous avez le droit de tenter votre chance en deuxième session. Et vous pouvez repasser toutes les matières dans lesquelles vous n'avez pas la moyenne (sauf lorsque l'UE est validée par compensation avec une autre matière).



L'ORGANISATION DES RATTRAPAGES

Les rattrapages sont généralement organisés de manière groupée à la fin du second semestre, pour l'ensemble des matières de l'année à rattraper (premier et deuxième semestre), et ils sont généralement organisés au mois de juin (les rattrapages de septembre étant devenus rares, afin de faciliter l'organisation du calendrier universitaire).

Le format des épreuves est alors variable ; certaines matières qui étaient évaluées par une épreuve écrite en première session peuvent prendre la forme d'un examen oral en deuxième session. C'est parfois le contenu de l'épreuve qui change, une dissertation laissant la place à un commentaire de texte et réciproquement. Mais il arrive aussi que ce soit rigoureusement la même épreuve (avec un sujet différent néanmoins, ne rêvez pas trop).

Enfin, il faut savoir que la note obtenue aux rattrapages ne vient pas compenser celle obtenue en première session : elle la remplace. Ainsi, que vous ayez obtenu un 3 ou un 8 à votre première prestation importe peu, vous devez obtenir la moyenne aux rattrapages pour passer dans l'année supérieure.

QUELLE STRATÉGIE ADOPTER ?

Si vous avez juste une ou deux matières à rattraper pour obtenir la moyenne, il n'y a pas de question à vous poser : bossez à fond, ne vivez que pour ça et mettez toutes les chances de votre côté pour passer dans l'année supérieure ! Par contre, si vous avez presque

toutes les matières à repasser, ça risque d'être un peu plus compliqué... Pour autant, rien n'est perdu, surtout si vous êtes suffisamment humble pour identifier vos lacunes et travailler dessus (plutôt que de considérer que le prof est un idiot et que tout est de sa faute). Le cas échéant, utilisez vos points forts comme levier et travaillez sur vos points faibles pour compenser l'écart qui vous sépare de la moyenne.

Parmi les cas particuliers, il y a le cas où vous êtes à deux doigts de valider un semestre et très loin de valider l'autre semestre. Un bon conseil serait alors de donner la priorité au semestre qui peut être validé, ce sera toujours ça de pris ! Ne laissez pas tomber toutes les autres matières pour autant mais donnez-vous vraiment une chance de valider le semestre concerné. Cela vous permettra au moins d'opter pour le statut AJAC s'il existe dans votre fac (et si vous faites ce choix, lire page suivante) ou d'avoir un semestre libre si vous devez redoubler.

FAIRE DES CHOIX ET LES ASSUMER

Et si c'est la Bérézina partout et que valider votre année semble vraiment hors de portée, vous devez choisir de sacrifier les matières où vous êtes vraiment en retard pour vous concentrer sur les matières où vous avez vos chances. Ce n'est clairement pas un conseil « politiquement correct » mais mieux vaut valider quelques matières avec de super notes qu'un peu plus de matières en ayant à peine 10. La raison est simple : en cas de redoublement, vous aurez des points d'avance et vous serez plus serein sur les matières qu'il vous reste à passer... tandis que si vous

Les rattrapages... et les cas particuliers !

Depuis la réforme sur l'autonomie des universités de 2007, certaines d'entre elles n'organisent plus de rattrapages. Ces dernières privilégient le contrôle continu comme moyen d'évaluation, ce qui signifie que des évaluations ont lieu tout au long de l'année (et que l'examen final est la dernière chance de sauver les meubles). On peut notamment citer l'université de Strasbourg et l'université d'Avignon. D'autres universités, au contraire, adoptent une organisation plus souple. Par exemple, à l'université Paul-Valéry de Montpellier, les rattrapages sont ouverts à tous les étudiants qui veulent retenter leur chance dans une matière, même s'ils ont obtenu la moyenne en première session.

n'avez que des 10/20, vous n'aurez pas le droit à l'erreur.

Quoi qu'il en soit et compte tenu de ce qui précède, c'est à vous de faire vos choix et de les assumer ensuite. L'idéal étant bien sûr de travailler suffisamment en avance pour ne pas avoir besoin d'aller au rattrapage...

LE STATUT AJAC

Dans certaines universités, il est possible de passer dans l'année supérieure sans avoir validé l'année en cours (parfois sous réserve d'avoir validé un certain nombre de matières). Par exemple, vous êtes en L1 et vous n'avez validé qu'un seul semestre mais on vous autorise à vous inscrire en L2 ; charge à vous de valider à la fois votre L2 et le semestre manquant l'année prochaine.

Ce statut a un nom barbare, « AJAC » qui signifie « Ajourné mais Autorisé à Composer » (eh oui, ça ne s'invente pas...). Certains disent « Ajourné mais Autorisé à Continuer » (mais c'est exactement la même chose). Il est possible qu'il existe d'autres variantes, mais peu importe, c'est le principe qui est important, pas la signification exacte d'un sigle qui prête à bien des jeux de mots.

AVANT DE VOUS ENFLAMMER...

Avant de vous dire « super, je vais faire ça ! », vérifiez bien que le statut AJAC existe dans votre université, car ce n'est pas le cas partout. C'est un temps que les moins de 20 ans ne peuvent pas connaître, mais il n'y a pas si longtemps, toutes les universités françaises fonctionnaient globalement de la même manière et on pouvait échanger des infos et des astuces avec des amis de toutes les villes.

Mais depuis la réforme LRU (Loi relative aux libertés et responsabilités des universités, promulguée en 2017), c'est un peu plus compliqué que ça puisque chaque établissement peut faire un

peu ce qu'il veut. Chacun doit donc vérifier auprès de son université si tel ou tel dispositif existe. Ainsi, le statut AJAC a été supprimé dans certaines villes donc pas la peine d'espérer l'utiliser si ça n'existe pas chez vous... Par ailleurs, il faut aussi bien réfléchir aux implications d'un tel choix.

DES AVANTAGES... ET DES INCONVÉNIENTS

En effet, quand on a raté son année, le statut AJAC est forcément attractif : plutôt que de redoubler, on a une chance de sauver les meubles et d'aller malgré tout en L2, en mettant les bouchées doubles pour colmater les trous pendant les mois à venir. Mais il y a mais : cette opportunité de passer dans l'année suivante peut aussi devenir un cadeau empoisonné.

Si vous avez planté une année et qu'il vous manque tout un semestre, ça veut dire que vous allez devoir assumer une année de dingue avec un semestre particulièrement chargé pendant lequel vous allez devoir suivre 6 TD plus tous les cours. Et vous pensez valider tout ça ?



À vouloir tout faire sans faire le tri, vous risquez aussi de tout rater et de vous retrouver encore plus dans la panade que si vous aviez redoublé. Ou alors de vous retrouver dans une situation incroyable telle que faire votre licence en 6 ans parce qu'il vous reste une matière de L1 que vous n'avez toujours pas validé.

SÉLECTION EN MASTER

CE QU'IL FAUT RETENIR

Il y a quelques années encore, les universités sélectionnaient les étudiants à partir du niveau bac +4, ce qui semble un peu saugrenu mais qui trouve sa source dans le système universitaire antérieur à la réforme LMD : on sélectionnait alors les étudiants après l'obtention de la maîtrise et avant l'entrée en DEA ou DESS (qui correspond à l'actuel niveau M2). Les règles ont changé pour être plus cohérentes.

Toujours pour rappel, le cursus universitaire était alors découpé en trois 4 cycles : le DEUG (bac +2), la licence et la maîtrise (bac +4), le DEA et le DESS (bac +5), puis le doctorat (bac +8).

Mais depuis 2018, le système de sélection s'est aligné sur la réforme LMD : les universités peuvent désormais sélectionner à l'entrée du master. C'est plutôt cohérent, puisque la sélection s'opère maintenant entre le cycle L et le cycle M, ce qui évite de laisser de nombreux étudiants quitter l'enseignement supérieur avec un « Master 1 » sans « Master 2 ».

En compensation à cette perte potentielle d'une année de formation, les étudiants recalés ont en principe droit à trois propositions d'admission, au titre du « droit à la poursuite d'études ».



LA SÉLECTION EN M1

Formellement, il faudra donc postuler en M1 après obtention de sa licence et les universités sont libres d'accepter ou de recalser les candidats, notamment en fixant des capacités d'accueil pour l'accès en M1 et en subordonnant l'admission à un concours ou à un examen du dossier universitaire. En cas d'acceptation, l'étudiant pourra donc suivre le cursus en M1 puis en M2 sans sélection intermédiaire. Et en cas de refus, l'université devra communiquer sa décision à l'étudiant, avec les motivations de ce rejet (qui ressembleront probablement à « niveau jugé insuffisant » ou « profil non adapté »).

LE DROIT À LA POURSUITE D'ÉTUDES

Dans le précédent système, l'étudiant qui n'était pas accepté en M2 se retrouvait fort dépourvu lorsque la rentrée était venue : il avait alors le choix de passer un concours, de refaire un M1 ou de chercher un emploi sans détenir son précieux bac +5. Désormais, lorsqu'un étudiant titulaire d'une licence ne sera admis dans aucun master malgré ses candidatures, il pourra faire valoir un droit à la poursuite d'études auprès du Recteur de l'académie dans laquelle il a obtenu sa licence.

Le rectorat devra alors lui faire au moins trois propositions d'admission, en accord avec les chefs d'établissements concernés, en tenant compte de plusieurs critères :

- l'offre de formation (encore faut-il qu'un master adéquat existe),
- les capacités d'accueil de l'établissement (un étudiant = une chaise),
- le projet professionnel de l'étudiant
- l'établissement d'origine de l'étudiant (on évitera de vous faire traverser la France),
- les prérequis des formations (un juriste ne sera pas réorienté en chirurgie dentaire).

Ainsi, au moins l'une des trois propositions de master devra concerner en priorité l'établissement dans lequel l'étudiant a obtenu sa licence (lorsque l'offre de formation le permet) ou à défaut un établissement de la même académie.

trouvermonmaster.gouv.fr, le site qui va bien

Le ministère de l'Enseignement supérieur a développé un site Internet intitulé trouvermonmaster.gouv.fr, qui présente l'ensemble des filières de master, ainsi que les prérequis demandés à l'entrée (notamment les mentions de licence acceptées) et une information sur les capacités d'accueil.



QUELS DÉBOUCHÉS

APRÈS DES ÉTUDES DE PHYSIQUE ?

La majorité des jeunes physiciens occupe un poste dans la fonction études, recherche et développement, principalement dans la conception et la recherche, mais aussi dans le domaine des projets scientifiques et techniques. On les retrouve fréquemment dans des services techniques (maintenance, sécurité, process, méthodes, qualité) ou en informatique de gestion, au sein des sociétés de services en ingénierie informatique (SSII). Enfin, certains diplômés occupent des postes en recherche, en tant qu'assistant ingénieur, chargé de recherche ou ingénieur de recherche.

ÉNERGIE

L'évolution des besoins énergétiques et des problèmes environnementaux, mais aussi la modernisation des installations et les projets de développement des énergies nouvelles, ont considérablement dynamisé ce secteur.

Dans les grandes entreprises telles qu'Areva, EDF et les compagnies de gestion des ressources en énergie, les ingénieurs physiciens sont spécialisés dans la production d'énergie électrique, soit dans le domaine des énergies conventionnelles (nucléaire, hydroélectrique...), soit dans les énergies renouvelables (photovoltaïque, éolien...). Ils sont également formés à la maintenance industrielle, à la sûreté nucléaire ainsi

qu'à la distribution et la gestion de l'énergie dans le respect de la transition énergétique.

Exemples de métiers :

- Ingénieur de production d'énergie
- Ingénieur d'exploitation ou de maintenance en énergie
- Ingénieur qualité industrielle
- Ingénieur éolien
- Ingénieur solaire
- Ingénieur en sûreté en industrie nucléaire
- Ingénieur infrastructures nucléaire
- Ingénieur en radioprotection
- Ingénieur technico-commercial

ÉLECTRONIQUE, ROBOTIQUE, TÉLÉCOMMUNICATIONS, INFORMATIQUE

Cœur de métier de plusieurs milliers d'entreprises, les applications de l'électronique dans l'industrie ne cessent de progresser. L'électronique entre dans la fabrication d'objets rendus chaque jour un peu plus intelligents. Elle a permis le développement de l'automatisation et de l'électronique embarquée dans des secteurs tels que la construction automobile, l'aéronautique, l'armement, l'électroménager, les transports, la construction de machines, ou encore le secteur médical. La construction électronique compte environ 60 % d'ingénieurs et de techniciens, pour seulement 27 % d'ouvriers.

Ingénieur ou pas ?

Les subtilités du titre d'ingénieur

Attention : le terme d'ingénieur désigne à la fois un métier et un diplôme... Et seules les écoles d'ingénieurs accrédités par la Commission des titres d'ingénieurs (CTI) délivrent le titre d'ingénieur ! Le titulaire d'un master en ingénierie n'est donc pas un ingénieur au sens strict... Même s'il peut éventuellement avoir le titre « d'ingénieur d'études » selon les nomenclatures de postes du secteur public (si son employeur est l'État ou une collectivité publique).

Focus Métiers

Ingénieur électronicien

Ingénieur d'études, ingénieur d'essais, ingénieur d'affaires... Les spécialisations de l'électronicien lui offrent un large champ d'activités. Il peut concevoir du matériel et des composants électroniques, participer aux différentes phases d'étude ou superviser une production.

Au sein du bureau d'études, il met au point des solutions techniques répondant à un cahier des charges précis. Grâce à la CAO (conception assistée par ordinateur), il conçoit des circuits électroniques associant transistors et microprocesseurs. Une fois le schéma d'ensemble tracé, il effectue des simulations destinées à vérifier que toutes les fonctions sont bien remplies, puis réalise un prototype destiné à être testé. Il peut également être responsable d'un projet d'installation sur mesure ou être responsable de l'achat des matériaux de production.

Architecte réseaux

Il conçoit des réseaux informatiques et de télécommunication destinés à la communication d'une entreprise, en interne comme en externe. Il supervise ensuite leur mise en place. Les réseaux étant désormais au cœur du fonctionnement des entreprises, l'architecte réseaux est associé à tous les changements d'organisation. Ouvert et méthodique, ce professionnel s'applique à écouter et à comprendre les utilisateurs.

AÉRONAUTIQUE & SPATIAL

Que ce soit pour l'instrumentation et la mesure des matériaux (tests de résistances), ou l'analyse des données de vols et de vols spatiaux, ce secteur recrute des ingénieurs de recherche, des ingénieurs de développement, des ingénieurs technico-commerciaux et des chefs de projet.

Par exemple, les physiciens formés à l'instrumentation spatiale (ingénieurs et techniciens) travaillent sur les satellites ou les fusées. Leur mission : déterminer la meilleure instrumentation nécessaire au projet, tout en tenant compte de son cahier des charges, et assurer la recherche-développement. Ils suivent la réalisation industrielle et l'étalonnage d'équipements et d'instruments pour les expériences au sol ou embarquées sur satellite.

Exemples de métiers

- Chef de projet en instrumentation et mesures
- Technicien et ingénieur tests et essai
- Assistant ingénieur en qualité
- Ingénieur de recherche aérospatiale
- Ingénieur en représentation des données

TRANSPORTS (FERROVIAIRE, AUTOMOBILE)

Dans ce secteur, de la recherche à la production, les innovations sont nombreuses pour assurer plus de sécurité, plus de confort et moins de pollution... Pour répondre aux nouvelles normes de sécurité environnementales, que cela soit au niveau de la consommation d'énergie ou en termes de nuisances sonores, le secteur des transports recherche notamment des acousticiens, mais aussi des ingénieurs structures ou matériaux composites.

Ainsi, les physiciens contrôlent les performances acoustiques des matériels roulants et des systèmes de freinage livrés par les constructeurs et conçoivent des solutions pour diminuer les nuisances sonores.

Exemples de métiers

- Technicien et ingénieur métrologie
- Technicien et ingénieur essais
- Ingénieur acousticien

TECHNOLOGIES MÉDICALES

Au carrefour de la médecine et de l'ingénierie, les technologies médicales sont un secteur de pointe en plein développement qui fournit un ensemble de produits (prothèses en biomatériaux, orthèses...) et de services techniques (à des fins de diagnostic ou de thérapie).

Ce secteur développe aussi de nouveaux instruments d'imagerie, toujours plus performants, pour la recherche pharmaceutique et la biologie moléculaire.

Les physiciens y sont recrutés pour assurer la maintenance des appareils de traitement de l'imagerie. Ils travaillent pour des structures hospitalières et des sociétés industrielles chargées de la conception, de la maintenance, et de la commercialisation d'appareils biomédicaux.

Exemples de métiers

- Ingénieur biomédical, optronique, biophysicien
- Cadre spécialisé dans les domaines des nanobiotechnologies et la santé
- Adjoint technique de l'ingénieur biomédical
- Technicien biomédical
- Physicien d'hôpital

ENVIRONNEMENT & QUALITÉ

Les entreprises industrielles cherchent non seulement à optimiser leur production, mais aussi à lui assurer un haut niveau de qualité (cahier des charges, exigences des clients) tout en respectant des normes environnementales de plus en plus nombreuses et contraignantes.

Les cabinets d'audits et d'études, les sociétés de conseil en organisation, les organismes de certification et de mise aux normes de qualité emploient aussi des physiciens chargés de mesurer, analyser et faire des recommandations en matière d'environnement et de qualité.

Dans ce contexte, les physiciens exercent leurs activités dans la protection de l'environnement, qu'il s'agisse de l'air (atmosphère et air intérieur) ou de l'eau (océan et eaux douces). Ils peuvent se spécialiser dans les sciences de l'atmosphère, de l'océan (océanographie), des surfaces continentales, et de leurs interactions.

Les compétences des physiciens spécialisés dans l'environnement se situent généralement autour de :

- la surveillance, métrologie, gestion et traitement de la qualité de l'air et de l'eau
- la modélisation physico-chimique de l'air et de l'eau
- le respect des normes environnementales, audit, plans de prévention et de protection
- la problématique des odeurs, des poussières et du bruit
- la gestion des bases de données environnementales, la cartographie, les inventaires...

Où exercent-ils ?

- Dans les bureaux d'études réalisant des travaux de surveillance ou de contrôle et des études d'impact
- Dans les sociétés de développement proposant des produits dérivés sur la

surveillance de l'environnement

- Dans les centres opérationnels de prévision
- Pour des associations agréées pour la surveillance de qualité de l'air
- Dans des administrations, collectivités locales, agences de bassin, ou des grands organismes publics.

Exemples de métiers

- Responsable qualité/qualiticien
- Ingénieur environnement :
- Ingénieur pollution
- Ingénieur conseil (bureau d'études)
- Ingénieur méthode-qualité
- Ingénieur en gestion des risques industriels
- Expert en risques technologiques et naturels
- Responsable de site de traitement de l'eau
- Chargé de mission environnement
- Surveillant qualité de l'air
- Cadre technique de méthodes
- Cadre technique contrôle-qualité
- Climatologue
- Physicien de l'atmosphère

Focus Métiers

Responsable qualité

Le responsable qualité, ou qualiticien, intervient pour optimiser la qualité des produits ou des services d'une entreprise industrielle (chimie, pharmaceutique, plasturgie) et assurer la sécurité de tous. Il définit les procédures à respecter et les fait connaître aux acteurs concernés (salariés, services internes, fournisseurs...). Il doit en particulier maîtriser le procédé de fabrication et les réglementations en vigueur. Les principaux recruteurs sont les PMI, qui mettent progressivement en place une démarche qualité, afin de rester compétitives et crédibles sur un marché toujours plus concurrentiel.

Météorologue

Spécialistes des sciences météorologique, climatique et océanographique avec des compétences en télédétection et modélisation, les météorologistes étudient et observent les phénomènes atmosphériques pour établir des prévisions météo utiles au grand public, mais aussi aux professionnels. Industrie, transports, agriculture, défense, bâtiment, énergie, tourisme, loisirs... Presque tous les secteurs en ont besoin pour organiser leur activité. Cela ne veut pas dire qu'ils en recrutent à temps plein. Ils sollicitent plutôt des indépendants ou des sociétés spécialisées.

Dans le secteur public, les places sont rares. L'employeur principal de cette profession est Météo France qui recrute sur concours dans trois corps de fonctionnaires.

Pour les chercheurs en météorologie, il existe quelques opportunités, en passant des concours, au sein du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) ou à l'université. Quelques-uns travaillent dans le secteur aéronautique.

RECHERCHE FONDAMENTALE & APPLIQUÉE, R&D

La recherche en physique développe des théories en utilisant l'outil des mathématiques pour décrire et prévoir l'évolution des systèmes. Elle est généralement divisée dans différents domaines : physique quantique, physique des particules (ou physique nucléaire), physique de la matière condensée, et astrophysique.

La recherche fondamentale en physique permet de développer une compréhension approfondie de la nature en mettant au jour les lois fondamentales et les théories qui régissent les phénomènes naturels.

La physique expérimentale concerne quant à elle l'observation, la mesure, l'expérimentation, la conception et la réalisation d'expériences. Elle débouche sur des applications pratiques et innovantes dans des domaines variés : optique, électronique, thermique, mécanique, matériaux, fluides...

Les titulaires d'un master recherche peuvent poursuivre en doctorat (3 ans minimum) en vue de soutenir une thèse. Les docteurs peuvent s'engager dans la recherche et/ou l'enseignement dans le secteur académique (accès très sélectif), mais les entreprises de pointe recrutent aussi pour leur R&D, et ce dans tous les secteurs précédemment mentionnés.

Exemples de métiers

- Avec une thèse de doctorat, métiers de la recherche dans un cadre académique (laboratoire de recherche publique ou universitaire) :
 - astrophysicien
 - chercheur en physique
- En entreprise, dans les fonctions de R&D :
 - ingénieur de recherche ou de process,
 - chargé d'études ou ingénieur d'études.

- Chercheur, enseignant-chercheur, ingénieur de recherche dans les domaines des nanosciences, matériaux, optique, optoélectronique, composants, physique de la matière condensée, physique atomique et moléculaire
- Ingénieur d'étude, Ingénieur R&D, ingénieur salle blanche (conception, fabrication et caractérisation de micro et nano structures) dans les secteurs des matériaux, composants, et intégration des systèmes.

ENSEIGNEMENT

Pour devenir prof de physique en collège au lycée, il faut passer par un concours, le CAPES (Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré), qui se prépare dans un Inspé (Institut national supérieur du professorat et de l'éducation) rattachée à l'université (master bac +5).

Pour enseigner dans l'enseignement supérieur, les enseignants-chercheurs doivent être titulaires d'un doctorat et sont recrutés sur concours par les universités (c'est très sélectif !).

Découvrez les métiers de la physique

sur l'Espace Jeunes du CEA (Commissariat à l'énergie atomique)

<http://www.cea.fr/comprendre/jeunes/Pages/metiers/les-metiers-de-la-physique.aspx>



AUTOUR DU CURSUS

Accompagner

Accompagnement

Méthodologie

Méthodologie

Langues étrangères

Certificat de langues

Séjour Erasmus

Etudier à l'étranger

Projet professionnel

Projet professionnel

Stages

Stages

L'ACCOMPAGNEMENT

EN PREMIÈRE ANNÉE DE LICENCE

D'après les textes, dans des conditions définies par l'université, chaque étudiant doit bénéficier d'un dispositif d'accueil, de tutorat d'accompagnement et de soutien.



Ces dispositifs doivent faciliter l'orientation voire une éventuelle réorientation, assurer la cohérence pédagogique tout au long du parcours académique et favoriser la réussite du projet de formation.



L'ACCUEIL

Beaucoup de facs organisent des semaines ou journées de rentrée ou de prérentrée. Elles ont pour but de faciliter l'intégration des L1, qui découvrent généralement l'université (sauf en cas de redoublement, mais ce n'est jamais superflu d'y aller quand même...).

Il y a généralement des personnes de l'administration, du service d'information et d'orientation, des enseignants et des étudiants. Ce qui est dit lors de ces journées est important car cela facilite la vie toute l'année, notamment sur les modalités pratiques à connaître lors des examens ou des choix d'options. Ces journées sont aussi un moment privilégié pour aller parler aux enseignants dans un cadre plus détendu et plus informel que le reste de l'année.

LES COURS DE MÉTHODOLOGIE

Ce n'est pas un mystère : beaucoup d'étudiants de L1 ont du mal à s'adapter à la fac, à son organisation très peu contraignante et à son enseignement moins individualisé. On sait rarement en arrivant comment il faut travailler à la fac, comment s'organiser, se documenter, prendre des notes, ne pas perdre de temps.

C'est le genre de choses fondamentales pour lesquelles les cours de méthodologie peuvent (beaucoup) aider, en expliquant comment faire une recherche à la BU, comment organiser les travaux à rendre, comment préparer les différents types d'examen, etc.

LE TUTORAT D'ACCOMPAGNEMENT

Le principe du tutorat, c'est que des étudiants de 2e ou 3e cycle apportent un soutien aux étudiants de 1re année qui le souhaitent. L'idée de base, c'est qu'un jeune étudiant peut mieux confier ses difficultés à un « ancien » et lui parler en toute liberté, car c'est souvent plus facile que de faire face à un enseignant.

C'est un système de soutien intéressant parce qu'il est gratuit, adapté à la situation de chacun et personnalisé : environ 10 étudiants pour un tuteur, parfois moins ! Il est pourtant peu exploité par les étudiants et ce ne sont généralement pas les étudiants qui en ont le plus besoin qui y vont mais ceux qui ont juste besoin de se rassurer... Donc, autant en profiter et ne pas attendre le dernier moment pour y aller !

D'AUTRES PISTES À EXPLORER

Il existe parfois des séances de remise à niveau ou de soutien. Les associations étudiantes peuvent aussi apporter une aide précieuse en mettant à disposition des cours polycopiés et des annales d'examens (avec corrigés parfois).

Quoi qu'il en soit, les associations de la fac restent des ressources et des relais utiles : on y trouve des étudiants qui sont passés par là avant et qui peuvent renseigner les L1 ou dépanner quand on se sent un peu perdu.

Faites-vous aider !

La première cause d'échec en 1er cycle, c'est le manque d'organisation et l'absence de méthode de travail. Attention, un semestre, ça passe très vite. Il ne faut pas attendre le dernier moment pour se faire aider.

Le semestre d'orientation

Le premier semestre de la première année (L1), bien qu'à peine plus long qu'un trimestre, est dit semestre d'orientation. A l'issue de celui-ci, en janvier généralement, il est possible de faire le point sur vos premiers mois à l'université, de rencontrer vos profs, et éventuellement de vous réorienter.

C2i

LE CERTIFICAT INFORMATIQUE ET INTERNET

Le Certificat informatique et Internet (C2i) est un certificat national attestant de la maîtrise des compétences numériques. Indispensable pour la réussite universitaire, Le C2i niveau 1 est intégré dans la plupart des cursus d'enseignement supérieur.

Le C2i propose deux niveaux : le premier est applicable à tous les étudiants et les stagiaires de formation continue. De plus, il est exigible pour l'entrée dans les instituts nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation (Inspé).

Pour information, la mise en œuvre de la certification C2i s'appuie sur l'article 14 de l'arrêté du 23 avril 2002 relatif au grade de licence : « après évaluation du niveau de l'étudiant, la formation propose, de manière adaptée, un enseignement de langues vivantes étrangères et un apprentissage de l'utilisation des outils informatiques ».

Plus concrètement, soit le C2i niveau 1 est inclus dans un diplôme, et figure au supplément du diplôme, soit il prend la forme d'un certificat séparé. Dans tous les cas, il doit être obtenu au cours du cycle de licence, de préférence à son début (n'hésitez pas à vous renseigner auprès de votre service scolarité).

Quant au niveau 2 (C2i2e), il n'est pas obligatoire et fait l'objet d'exigences plus élevées en fonction des orientations professionnelles des formations dispensées ; vous serez donc peut-être obligé de le passer en fonction de votre orientation en master, notamment si vous vous dirigez vers l'enseignement



LE CONTENU DU NIVEAU 1

Pas de panique, le niveau 1 n'est pas sorcier à valider : il vise à attester de la maîtrise d'un ensemble de compétences nécessaires à l'étudiant pour mener les activités qu'exige aujourd'hui un cursus d'enseignement supérieur. Et il est probable que vous sachiez déjà faire ce qu'on vous demandera :

- recherche, création, manipulation, gestion de l'information
- récupération et traitement des données
- gestion des données
- sauvegarde, archivage et recherche de ces données
- présentation en présentiel et à distance du résultat d'un travail
- échange et communication à distance
- production en situation de travail collaboratif
- positionnement face aux problèmes et enjeux de l'utilisation des TIC : droits et devoirs, aspects juridiques, déontologiques et éthiques...

LE CLES

L'INDISPENSABLE CERTIFICAT DE COMPÉTENCES EN LANGUES

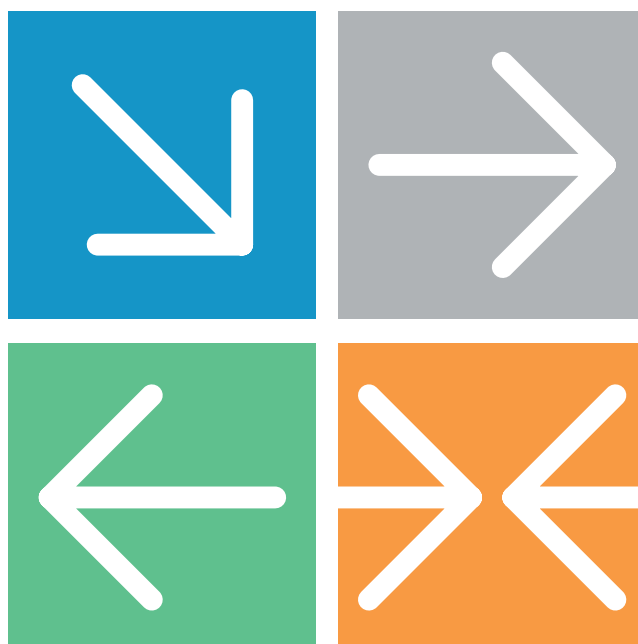
Le Certificat de compétences en langues pour l'enseignement supérieur a pour objectif de favoriser et valoriser la formation en langues des étudiants, principalement ceux inscrits dans des filières non spécialisées en langues.



Indépendant du
diplôme de spécialité,
le CLES lui sera
joint afin de permettre la
reconnaissance officielle de votre
niveau en langues étrangères.

Les diplômés peuvent donc s'en servir
dans leurs démarches d'insertion
professionnelle, afin d'informer
les recruteurs de leur niveau
certifié en langues étrangères.

Certificat de compétences en langues de l'enseignement supérieur



Le certificat CLES est proposé sur 3 niveaux en 9 langues : allemand, anglais, espagnol, italien, arabe, grec moderne, polonais, portugais, russe.

NIVEAU B1

S'insérer dans un milieu de vie à l'étranger :

- Gérer sa mobilité à l'étranger : réservation téléphonique d'hôtel, rédaction de courriel, commande dans un restaurant...

NIVEAU B2

Synthétiser l'information et présenter divers points de vue sur des thématiques dans le cadre d'une mise en situation concrète en lien avec le monde professionnel impliquant la résolution d'un problème et l'aboutissement à un compromis :

- Animer et participer à une réunion de travail, interagir, exprimer son point de vue et le défendre...

NIVEAU C1

Communiquer et prendre part à la vie scientifique ou professionnelle en rapport avec son domaine :

- Animer une manifestation professionnelle ou à caractère scientifique, enseigner, rédiger un compte rendu...

COMMENT ÇA SE PASSE ?

Les épreuves du CLES sont réalisées sous la forme d'un scénario avec une mise en situation réaliste autour de la thématique retenue pour chaque niveau. Les tâches à accomplir sont ancrées dans des thématiques de société. Elles permettent d'évaluer des compétences transférables dans le monde professionnel.

Le candidat dispose d'un dossier documentaire composé de textes et de documents audiovisuels authentiques et d'un dossier de travail.

Il doit dégager les informations pertinentes dans les documents écrits et audiovisuels, en s'appuyant sur les questionnaires de compréhension afin d'accomplir des tâches réalistes :

- rédaction d'un texte, production d'un message vocal (niveau B1), d'une interaction orale (niveau B2) ou d'une présentation orale (niveau C1).

Pour y parvenir le candidat doit :

- intégrer la thématique du scénario,
- s'approprier le contenu,
- traiter l'information (tri, sélection, hiérarchisation...),
- réorganiser les éléments d'information utiles à la réalisation des tâches de production finales.

Attention : toutes les tâches proposées sont liées entre elles. Les informations repérées lors des phases de compréhension

de l'écrit et de l'oral ont pour but d'alimenter les phases de productions écrites et orales.

NIVEAU C2I2E

Pour les futurs enseignants

Le C2i2e vise à attester des compétences professionnelles communes et nécessaires à tous les enseignants pour l'exercice de leur métier :

- les problématiques et les enjeux liés aux TIC en général et dans l'éducation en particulier
- les gestes pédagogiques liés aux TIC
- la recherche et l'utilisation de ressources
- le travail en équipe et en réseau
- les espaces numériques de travail
- l'évaluation et la validation des compétences TIC dans le cadre des référentiels inscrits dans les programmes d'enseignement.

L'INSCRIPTION

Les centres organisent de façon autonome l'inscription des candidats à la certification.

Vous devez donc contacter directement un des 58 centres de passation du CLES afin de voir quand aura lieu la prochaine session dans la langue et le niveau que vous souhaitez valider.

LE CHOIX DE LA LANGUE À L'UNIVERSITÉ

Parmi l'ensemble des unités d'enseignement qui vous seront proposés, vous devrez choisir une langue. Ne négligez surtout pas ce choix puisqu'il sera déterminant dans votre cursus puis dans le cadre de votre insertion professionnelle.

Lorsque vous aurez opté pour une langue, nous vous conseillons de conserver celle-ci tout au long de votre parcours afin d'atteindre un certain niveau de perfectionnement. Ceci pourra vous permettre de réussir le CLES afin d'entrer dans les concours de l'enseignement.

PARTIR ÉTUDIER EN EUROPE

Au cours de votre cursus, vous pourrez partir étudier dans une université européenne pour une période précise et ceci dans le cadre de votre propre parcours universitaire. C'est pourquoi le choix de l'UE de langue au début de votre parcours de licence est primordial puisqu'il conditionnera l'autorisation de partir étudier dans un autre pays européen.

Si vous voulez partir étudier dans une université européenne, renseignez-vous sur le programme Erasmus (lire pages suivantes) et auprès du service de votre université qui est dédié aux échanges de ce type. Il faut savoir qu'il y a entre les universités des accords qui peuvent porter sur un nombre très restreint d'échanges d'étudiants. C'est pourquoi vous devez préparer longtemps à l'avance cette démarche.



ERASMUS

L'EUROPE À PORTÉE DE VOS ÉTUDES

Erasmus est un programme développé par l'Union Européenne pour promouvoir la mobilité des étudiants et la coopération dans l'enseignement supérieur au sein des pays de l'Union Européenne. Il porte le nom du philosophe, théologien et humaniste Érasme de Rotterdam (1465-1536), adversaire infatigable du dogmatisme dans toutes les sphères de l'activité humaine. Érasme a vécu et travaillé dans plusieurs régions d'Europe, car seuls les contacts qu'il entretenait avec les autres pays lui apportaient les connaissances, les expériences et les idées qui constituaient l'objet de ses recherches.

Ce programme permet à un étudiant inscrit à l'université d'effectuer une partie de son cursus dans un autre pays d'Europe, en étant assuré que les unités qu'il aura suivies dans cette autre université seront reconnues par son université d'origine.

En pratique, les séjours à l'étranger durent un semestre ou une année universitaire, et sont plus faciles à organiser pour les étudiants en deuxième semestre de master, mais les autres possibilités sont aussi envisageables (premiers semestres de master ou deuxième semestre de licence).

LE CURSUS ERASMUS

Le programme des cours suivis pendant le séjour à l'étranger est défini avant le départ entre l'étudiant, le responsable de la formation et le correspondant dans l'université hôte. Il donne lieu à l'établissement d'un contrat entre l'étudiant et les deux enseignants. L'étudiant est suivi par les enseignants des deux universités pendant son séjour, et tous les problèmes éventuels (cours au niveau non adapté, cours supprimé...) sont réglés le plus vite possible.

Pour la poursuite du cursus pendant ces échanges, on utilise le système de transfert de crédits ECTS (European Credits Transfert System), dans d'autres cas, les unités obtenues à l'étranger sont transformées en équivalences avec des unités du cursus d'origine de l'étudiant. Dans tous les cas, le système utilisé pour le transfert des notes est précisé dans le contrat conclu entre l'étudiant et le responsable de formation.

Avant le départ, mais parfois aussi dans l'université hôte, des cours de langue sont dispensés aux étudiants Erasmus, la plupart du temps sans coût supplémentaire. Les horaires des cours de langue, et la façon dont ils seront financés sont connus précisément avant la date du départ.

Pour tout savoir sur les différents programmes Erasmus :

<https://generation.erasmusplus.fr>

LE PROJET PROFESSIONNEL DE L'ÉTUDIANT

Proposé sous forme de module ou d'unité d'enseignement en première ou deuxième année de licence, le PPE (parfois encore appelé PPP, projet personnel professionnel) offre aux étudiants un cadre propice à l'élaboration d'un projet personnel à vocation professionnelle.



Dans le contexte du LMD, l'étudiant est plus que jamais responsable du choix de son parcours de formation. Élaborer votre projet personnel et professionnel est donc une nécessité et un enjeu qui permettra à chacun de mieux se situer et donnera du sens au cursus universitaire.

De plus en plus, les conditions de réussite dans les études et l'insertion sont liées à la capacité à acquérir d'autres connaissances que des savoirs disciplinaires, à développer et mettre en œuvre d'autres aptitudes que des compétences strictement disciplinaires et en particulier de savoir appréhender des environnements professionnels qui se modifient sans cesse.

Ajuster ses objectifs, s'adapter, se préparer

Parce que les mutations technologiques, économiques et sociales s'accélèrent, se projeter dans l'avenir devient difficile : il faut donc apprendre à « réajuster » ses objectifs en fonction des aléas tout au long de son parcours de formation et plus tard dans sa vie professionnelle. Cette nouvelle donne impose à chacun de développer de nouvelles stratégies d'adaptation, de se « préparer au hasard ». Le PPE doit précisément donner à chaque étudiant la possibilité de devenir acteur-auteur de son parcours.

Le module ou l'UE dédié au PPE peut alors permettre de :

- se connaître, c'est-à-dire repérer ses compétences, ses savoir-faire, ses aptitudes, ses qualités, ses atouts, ses motivations, ses aspirations, ses centres d'intérêts, ses valeurs...
- connaître l'environnement socio-économique et socio-professionnel, le marché du travail, les secteurs d'activité, les métiers, les fonctions...
- connaître les entreprises, les administrations, les organisations...
- définir et/ou préciser son projet professionnel.
- confronter ce projet aux réalités du monde du travail.
- identifier les connaissances et compétences requises, la formation à suivre pour l'exercice du métier envisagé.
- mettre en adéquation ses souhaits professionnels immédiats et futurs, ses aspirations personnelles, ses capacités et ses axes de progrès, afin de concevoir un parcours de formation cohérent avec le ou les métiers choisis.

L'objectif final est d'être capable de se positionner par rapport aux entreprises. Cela suppose de savoir se présenter, par écrit et oralement, de savoir exposer son projet professionnel, exprimer ses motivations...

Nos conseils

- Commencer le travail de réflexion le plus tôt possible.
- Réaliser cette démarche de façon constante et continue car un projet évolue et mûrit en fonction des informations que l'on recueille.

Avec quels moyens et quels outils ?

- Réflexions, observations, recherche documentaire.
- Contacts, entretiens individuels, réalisation d'interviews ou d'enquêtes avec des professionnels, des anciens étudiants.
- Participation et organisation de conférences, de tables rondes, de débats.
- Atelier de simulation d'entretien (de motivation, d'embauche...).
- Elaboration d'outils personnalisés d'argumentation (CV, lettres de motivation).
- Construction et utilisation d'un réseau relationnel.

Modalités de mise en œuvre

- UE libre ou obligatoire suivant les universités.
- En 1re ou 2e année de licence.
- Travail personnel et / ou en équipe.
- Elaboration d'un rapport / présentation orale.



LE STAGE EN MILIEU PROFESSIONNEL

UN INCONTOURNABLE

D'un point de vue strictement formel, le stage correspond à une période temporaire de mise en situation en milieu professionnel au cours de laquelle l'étudiant acquiert des compétences professionnelles et met en œuvre les acquis de sa formation en vue d'obtenir un diplôme ou une certification et de favoriser son insertion.

Plus concrètement, les stages sont une pièce importante dans l'édifice de votre formation :

- ils permettent d'appliquer des connaissances théoriques et pratiques dans un ou des métiers,
- ils aident à construire et affiner le projet personnel et professionnel,
- ils renforcent la motivation en donnant un aspect concret aux apprentissages,
- ils développent la connaissance de l'entreprise,
- ils enseignent l'importance du « savoir être » à côté des savoirs et savoir-faire.

Ainsi, quelle que soit la filière d'études, il est fortement conseillé (et parfois obligé, par exemple en master pro) de faire des stages tout au long de son cursus (et de commencer le plus tôt possible).



L'APPORT DU STAGE... ET DU STAGIAIRE

En partant en stage, on passe en effet du système académique (examens, notes, coefficients, diplômes...) à un système professionnel (profil, compétences, potentiel, capacités, personnalité...). C'est une véritable expérience grâce à laquelle on découvre les exigences des entreprises, comme la rentabilité, la maîtrise des coûts, le respect des délais, la notion de faisabilité...

Pour les entreprises, si le stagiaire représente une charge et un investissement, il présente néanmoins un véritable intérêt : une problématique restée de côté, un « œil neuf » sur un mode de fonctionnement ou plus concrètement les nécessités de la mise en application d'une nouvelle réglementation ou du développement d'une procédure d'assurance qualité, sont autant d'illustrations du besoin des entreprises de pouvoir compter sur des stagiaires.

Par ailleurs, « se rendre utile pour devenir indispensable » reste le meilleur slogan quand on sait qu'au final, le stage est souvent un tremplin vers le 1er emploi... À savoir toutefois : dans certains secteurs (communication, web, presse), beaucoup d'entreprises se servent de l'effet d'aubaine des stages pour éviter d'avoir à recruter des salariés. Ils leur confient donc des missions solides et sérieuses, mais dans un état d'esprit pour le moins discutable.

Pour tout savoir sur le contexte réglementaire des stages étudiants en milieu professionnel, [cliquez ici](#).

CHERCHER (ET TROUVER) UN STAGE

Chercher un stage, c'est un peu comme chercher un emploi : ce n'est ni facile, ni évident. Dans tous les cas, cela se prépare. Chacun connaît généralement les éléments de base de la démarche : CV, lettre de motivation... Mais il manque souvent une démarche opérationnelle et une stratégie claire.

Pour les aider, les universités mettent de nombreux moyens à la disposition des étudiants ; c'est donc par là qu'il faut commencer. Après tout, même si l'objectif est de devenir autonome dans cette pratique, il n'est cependant pas inutile de se faire aider, surtout au début.

En dehors des relations personnelles, les conseillers d'orientation, certains enseignants, des étudiants plus avancés peuvent vous aider à pénétrer les réseaux professionnels (partenaires industriels, anciens de la fac...) mais aussi à connaître les entreprises : activités, produits, marchés...

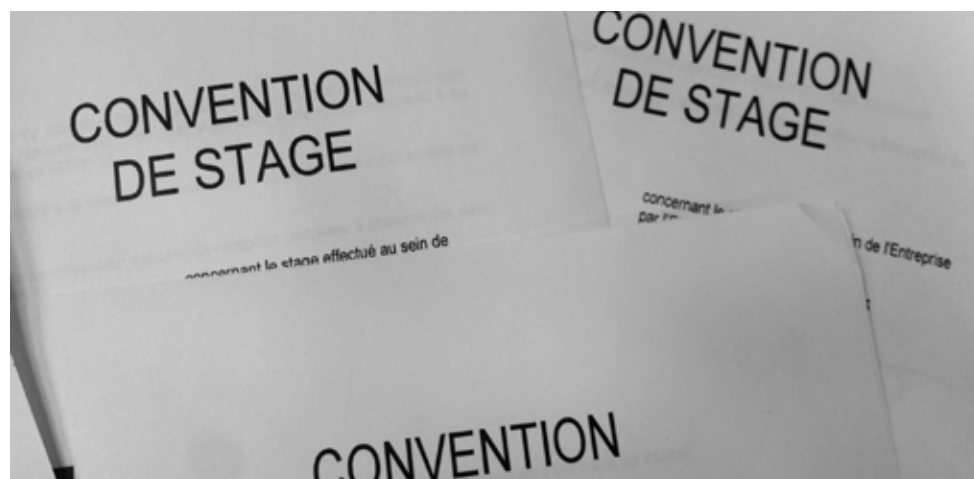
Dernière étape : convaincre son interlocuteur lors de l'entretien préalable au stage. Et là, inutile d'en faire des tonnes pour essayer de faire croire qu'on est la recrue idéale et qu'on n'a aucune lacune ; ce n'est pas ce qu'on attend d'un stagiaire. Montrez-vous poli, curieux et motivé, c'est le tiercé gagnant pour un stage réussi !

LA CONVENTION DE STAGE

Document essentiel, la convention de stage doit être signée par les 3 parties en présence : le stagiaire, l'université et la structure d'accueil (l'entreprise). Elle a pour objet de clarifier les droits et devoirs de chacun et de protéger le stagiaire, notamment en cas d'accident du travail.

Les éléments qui doivent y figurer :

- la durée du stage, les horaires et les conditions de travail
- la nature de la mission
- la couverture sociale
- les aspects financiers (indemnités, frais de transports...)



GRATIFICATION ET COUVERTURE SOCIALE

Pour un stage court, la structure d'accueil n'est pas obligée de verser des indemnités. Néanmoins, si le stage dure 2 mois ou plus, l'entreprise doit verser une gratification au stagiaire. Le montant de la gratification doit figurer dans la convention de stage et représente 3,90 euros par heure de stage, soit environ 580 euros par mois pour un stage à temps plein.

Pendant le stage, le stagiaire est couvert par la sécurité sociale étudiante. En cas d'accident du travail, il est couvert par sa mutuelle ou par une assurance complémentaire prise en charge par le rectorat.

LITIGES

Des difficultés peuvent survenir pendant le stage, mais le statut de stagiaire n'est pas une obligation d'accepter tout et n'importe quoi. Ainsi, si l'activité au sein de la structure d'accueil ne correspond pas à ce qui avait été prédéfini dans la convention (en d'autres termes : si le stage est sans intérêt), il ne faut pas hésiter à le faire savoir pour rectifier le tir.

Et si une situation mal engagée n'évolue pas en bien, il est possible de démissionner, à condition d'avertir l'université et la structure d'accueil par courrier. Pour éviter d'en arriver là, il est important de demander des précisions concrètes sur la nature des missions prévues pendant le stage lors de l'entretien et avant la signature de la convention.

LE RAPPORT DE STAGE : FORME ET CONTENU

Selon l'exigence du responsable de stage, la longueur et le contenu du rapport peuvent varier. Néanmoins plusieurs éléments doivent y figurer : description de l'entreprise, nature de tes activités, cohérence du stage avec le cursus, réflexions et critiques...

Sur la forme, les universités fournissent généralement un modèle-type (police à utiliser, interligne à respecter) et le rapport doit être impeccablement présenté : ne surtout pas oublier de se relire pour traquer les fautes d'orthographe et penser à insérer quelques illustrations pour rendre la lecture agréable...

Quelques conseils

- Pendant le stage, il est fortement conseillé de prendre des notes quasi quotidiennes sur vos activités et le fonctionnement de l'entreprise, tout ce qui pourra vous être utile lors de la rédaction de votre rapport. En effet, il y a fort à parier qu'entre la période de votre stage et le moment où vous allez rédiger votre rapport, certains détails vous seront sortis de la tête...
- Pensez également à collecter le plus de documents possibles sur l'entreprise (plaquette de présentation, organigramme, document type...) : ils vous serviront à illustrer votre rapport et à l'enrichir de données précises.
- Enfin, si votre stage s'est bien déroulé, il n'est pas inutile de rester en contact avec l'entreprise, vous pourriez être amené à les solliciter un jour...



LA VIE UNIVERSITAIRE

L'université

L'université

Le CROUS

Le CROUS

La vie étudiante et les associations

La vie étudiante et les associations

La sécu étudiante

La sécu étudiante

L'UNIVERSITÉ, COMMENT ÇA MARCHE ?

L'université a bien souvent l'air d'un labyrinthe administratif froid et incompréhensible, surtout lorsque l'on vient tout droit de son lycée. Pourtant, en y regardant de plus près, ses principes de fonctionnement, ses rouages, son administration et ses interlocuteurs forment un ensemble relativement cohérent.

Juridiquement, l'université est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP). À ce titre, ce statut propre lui donne une grande autonomie.

L'université gère et décide de son budget et de ses orientations. Elle possède des statuts complétés par un règlement intérieur qui définissent ses missions, son fonctionnement, ses moyens...

L'UNIVERSITÉ, UNE MINI-SOCIÉTÉ

L'université est organisée en composantes pédagogiques : des UFR (Unité de formation et de recherche, mais on continue de dire « fac ») correspondantes aux différentes filières (STAPS, médecine, droit, lettres ...) mais aussi des instituts, des écoles, des laboratoires et centres de recherche, des services communs, généraux et centraux.



L'Université est dirigée et gérée par 3 conseils centraux (lire plus loin) et par un bureau. Les conseils sont composés d'enseignants, d'étudiants et de personnels élus par leurs pairs ainsi que de personnalités extérieures qualifiées nommées.

Les conseils élisent pour 4 ans le président de l'Université parmi les enseignants chercheurs. Celui-ci compose alors son bureau (vice-présidents et chargés de mission).

Les composantes pédagogiques (UFR, IUT, écoles...) sont gérées par un directeur et un conseil comprenant des enseignants, des personnels IATOS et des étudiants élus, là aussi par leurs pairs. Sont débattues au sein de ce conseil les questions pédagogiques, financières et toutes les questions liées à la composante. Certaines décisions, les plus importantes (ex : les maquettes de formation) nécessitent l'aval du CA (conseil d'administration) de l'université.

L'Université comprend aussi des services. Ceux de documentation (BU), d'orientation et d'information (SCUIO et SCIO), d'activités sportives (SUAPS) sont les services communs. Il existe aussi des services centraux administratifs : secrétariat, scolarité, présidence, comptabilité.

LE CONSEIL DE L'UFR

Il ne comprend pas plus de 40 membres dont 40 % d'étudiants au maximum. L'UFR est dirigée par un directeur élu pour 5 ans (également connu sous le nom de "doyen", ce qui n'a rien à voir avec son âge), son mandat étant renouvelable une fois. Le conseil de l'UFR s'occupe de l'organisation des formations spécifiques et de l'organisation administrative.

Pour renouveler les représentants étudiants au conseil de l'UFR, des élections étudiantes ont lieu tous les 2 ans. À cette occasion, les étudiants inscrits dans la composante en question déposent des listes, proposent des candidats et votent pour choisir celles et ceux qui seront leurs porte-paroles officiels. Renseignez-vous auprès de votre association étudiante. Elle est là, entre autre, pour assurer la représentation et la défense des étudiants.

LES CONSEILS DE L'UNIVERSITÉ

Le Conseil d'Administration (CA)

C'est le conseil le plus important car il mène la politique de l'Université : vote du budget, signature des conventions (avec l'Etat, la région, des partenaires privés ou publics), ouvertures d'antennes délocalisées...

Il délibère en dernier lieu sur les décisions prises dans les deux autres conseils. Il a donc pouvoir de décision et peut revenir sur les décisions prises dans les autres conseils. Il est composé de 20 à 30 membres dont 3 à 5 sont des étudiants.

La Commission de la formation et de la vie universitaire (CFVU)

La CFVU délibère sur tout ce qui concerne la pédagogie et la vie étudiante à l'Université : organisation de l'enseignement, création de nouvelles filières, validation des acquis, orientation des étudiants, etc.

Il favorise aussi les activités culturelles, sportives, sociales et associatives. En règle générale, il gère directement ou indirectement le FSDIE (Fond de solidarité et de développement des initiatives étudiantes) qui finance les projets étudiants. La CFVU comprend 40 % d'étudiants et 40 % d'enseignants.

À savoir : un vice-président étudiant du CFVU est choisi parmi les élus étudiants du conseil.

Le Conseil Scientifique (CS)

Il propose au CA les orientations de la politique scientifique et de recherche de l'établissement. Il s'occupe des habilitations et des créations de Master Recherche et de doctorats. Seuls les étudiants inscrits en 3ème cycle (master 2 et au-delà) peuvent être électeurs pour ce conseil. Le CS ne comprend que 10 % d'étudiants.

LES ÉTUDIANTS AUX COMMANDES !

Les étudiants inscrits à l'Université élisent donc, tous les 2 ans, leurs représentants dans ces 3 conseils. Ces derniers ont, au même titre que les autres membres (enseignants, personnels ...), voix délibérative. Ils participent donc à l'élaboration et à l'adoption de toutes les mesures prises par l'Université, à tous les échelons de décisions.

C'est donc à vous de participer à l'amélioration de votre Université, soit en candidatant dans les conseils, soit en proposant via vos élus étudiants des idées pour faire évoluer la vie de votre établissement.

Conseil National de l'Enseignement Supérieur Et de la Recherche (CNESER) :

il s'agit d'un organe consultatif, cependant, le Ministre a obligation de le consulter sur tout projet de loi ou de réglementation (décrets et arrêtés) relatifs à l'enseignement supérieur. Le CNESER assure la représentation, au niveau national des étudiants, des personnels et usagers des universités, ainsi que des grands intérêts nationaux.

Conseil d'Administration (CA) :

Le CA est le conseil le plus important car il mène la «politique» de l'Université : vote du budget, signature des conventions (avec l'Etat, la région, des partenaires privés ou publics), ouverture d'antennes délocalisées. Il délibère en dernier lieu sur les décisions prises dans les deux autres conseils. Il comprend 25% d'étudiants

Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire (CEVU) :

Il donne son avis au CA de l'université sur la politique de formation de l'établissement et notamment sur les questions relatives aux diplômes et à la vie étudiante. Il est composé d'un nombre égal de représentants des enseignants et étudiants. Il comprend également des représentants des personnels et des personnalités extérieures.

Conseil Scientifique (CS) :

C'est une instance consultative sur les domaines de la recherche, des équipes de recherche, de la création de postes d'enseignants... Il est composé à une très grande majorité de représentants des enseignants chercheurs mais aussi de représentants étudiants de 3^{ème} cycle, des représentants du personnel ainsi que des personnalités extérieures représentant des administrations publiques ou privées.

LES DIFFÉRENTS SERVICES DE L'UNIVERSITÉ

La scolarité

C'est la première étape du parcours du combattant de l'étudiant qui s'inscrit. Vous pouvez aller la voir pour tout ce qui concerne votre inscription administrative (certificat de scolarité, documents officiels, carte d'étudiant ...). C'est aussi un lieu où vous pourrez trouver des informations concernant la scolarité au sein de votre composante (UFR, institut...). Attention aux horaires d'ouvertures : elles sont très inégales d'une UFR à l'autre... et peuvent parfois vous exaspérer.

SCUIO : le service d'orientation

Son nom et ses initiales varient en fonction de votre université d'attache : CIO, SCIO, SCUIO... mais sa mission reste la même.

Dans les locaux de l'Université, il fonctionne avec du personnel administratif, des conseillers d'orientation. C'est un endroit à fréquenter, pour s'ouvrir à de nouveaux horizons, pour trouver des conseils si l'on se rend compte que l'on s'est mal orienté.

SUMPS : le service de médecine préventive

Le service universitaire de médecine préventive a pour but de faire la prévention et la promotion de la santé au sein du campus. En plus des examens médicaux obligatoires de première année, le service de médecine

préventive propose une série de consultations spécialisées (dont le type peut varier d'une université à l'autre) : centre de dépistage et d'information anonyme et gratuit du SIDA, aide au sevrage tabagique, soutien psychologique, vaccinations...

SUAPS : le service des sports

Le service universitaire des activités physiques et sportives est chargé d'organiser les activités physiques pour les étudiants de l'Université. À midi, en fin de journée, et généralement le jeudi après-midi, ce service propose de multiples disciplines sportives, avec à la fois des pratiques en loisirs et des préparations aux compétitions. Le montant de l'inscription excède rarement les 30 €.

BU : la bibliothèque universitaire

Autre allié de l'étudiant, la bibliothèque est un lieu qu'on doit fréquenter dès son arrivée à la fac. La richesse des documents qu'on peut y trouver en fait un centre de ressources indispensable à la préparation des examens et du travail universitaire. Vous y trouverez des ouvrages de références, des manuels de révisions, des magazines et de la presse spécialisée, des thèses et des mémoires d'étudiants...

Généralement en début d'année, des chargés de TD ou des tuteurs étudiants font une formation à destination des nouveaux arrivants pour leur apprendre à utiliser la BU.

LE CROUS

LES ŒUVRES SOCIALES AU SERVICE DES ÉTUDIANTS

Le CROUS (Centre régional des œuvres universitaires et scolaires) ne dépend pas de l'université mais du ministère de l'Éducation nationale et/ou de l'Enseignement supérieur. C'est donc un autre interlocuteur de votre vie étudiante, et non le moindre.

En général, on connaît principalement le CROUS pour une chose : c'est lui qui instruit les dossiers sociaux des étudiants, c'est à dire les demandes de bourse et de logement. Mais c'est un établissement public qui a plusieurs missions auprès des étudiants :

- **l'aide sociale,**
- **l'accueil des étudiants internationaux,**
- **la gestion des logements pour les étudiants,**
- **la restauration universitaire,**
- **la vie culturelle étudiante.**

L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

La fonction du CROUS dans l'accompagnement social des étudiants prend plusieurs formes. Il y a bien sûr les bourses étudiantes, qui sont des aides financières mensuelles versées à l'étudiant pendant 10 mois (de septembre à juin), et les logements universitaires, qui vont de la chambre à l'appartement, en fonction de la situation des étudiants.

Mais il faut aussi savoir que des assistant(e)s du service social du CROUS sont à la disposition des étudiants, avec plusieurs domaines d'interventions :

- l'accueil et l'écoute en cas de difficulté (personnelle, familiale, psychologique, médicale...),
- l'accompagnement dans les démarches et dans la recherche de solutions,
- l'information sur les formalités concernant la vie étudiante (budget, logement, couverture sociale...),
- l'orientation vers tous les services spécialisés,
- l'aide à la constitution de dossiers de demandes d'aides financières.

Les assistant(e)s du service social du CROUS sont tenu(e)s au secret professionnel, il ne faut donc pas hésiter à frapper à leur porte si vous êtes dans la détresse ou que vous avez besoin d'aide.

LA REPRÉSENTATION DES ÉTUDIANTS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration du CROUS est présidé par le Recteur de l'académie mais il faut savoir qu'il est assisté dans cette fonction par un vice-président étudiant élu par les membres du conseil d'administration. En effet, 7 représentants des étudiants sont élus tous les deux ans pour siéger à son conseil d'administration... Et le prochain peut très bien être vous !

Si cette aventure vous intéresse, sachez que la plupart des associations étudiantes proposent des listes de candidats et que les volontaires sont activement recherchés, car s'il s'agit d'une mission passionnante, c'est aussi une fonction bénévole.

LES ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES

ANIMATRICES DE LA VIE UNIVERSITAIRE

Être étudiant serait bien triste si cela se résumait au train-train « amphi, préparation des TD, et au dodo ». En effet, la vie d'étudiant peut être riche en découverte et forte en rencontres si on le souhaite ; il suffit de sortir de sa chambre et d'aller à la rencontre des autres. Pour cela, un grand nombre d'associations existe sur le campus.



Très tôt, les
étudiants
ont su

s'organiser et s'associer pour mener des projets, se défendre, animer la vie étudiante et apporter des services... C'est d'ailleurs ainsi que les étudiants ont pu obtenir beaucoup d'avancées, que ce soit en matière de santé, de d'accompagnement social ou de conditions de vie et d'études (par compensation avec une autre matière).



QU'EST-CE QU'UNE ASSOCIATION ÉTUDIANTE ?

L'association, tel que la loi 1901 l'a instituée, a tout de suite été exploitée par les étudiants comme moyen d'action et comme cadre légal pour agir dans la vie de la cité et dans la vie de l'université. Ainsi, on dénombre aujourd'hui près de 8 000 associations étudiantes sur les campus de France !

L'association étudiante est avant tout un outil au service des étudiants. Elle leur permet d'exprimer leurs volontés, leurs initiatives et leurs projets. C'est pourquoi on trouve toutes sortes d'associations porteuses d'activités diverses et variées : bureaux des étudiants, associations sportives, clubs artistiques, fédérations culturelles, syndicats étudiants, organisations caritatives...

LES MISSIONS DES ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES

Les missions des associations étudiantes sont souvent multiples mais on peut citer plusieurs objectifs communs à nombre d'entre elles :

• Animer la vie étudiante

Beaucoup d'associations ont pour but de faire vivre le campus autour d'événements multiples tels que des tournois sportifs, l'organisation de soirées, de sorties ou de moments de cohésion (week-end d'intégration, cérémonie de remise des diplômes), la mise en place de forums des métiers ou d'expo photos... Les options sont infinies et les seules limites sont l'imagination et la bonne volonté !

Car la fac ne se résume pas à un lieu d'étude : une association est la structure idéale pour mener un projet qui vous tient à cœur et l'occasion de transformer une simple idée (voire un rêve) en un événement rassemblant des dizaines ou des centaines d'étudiants.

• Représenter les étudiants

Chaque établissement est régi par un ou des conseils qui décident de l'orientation politique de l'université et de chaque faculté (ou UFR). Dans chacun de ces organes, la participation étudiante – via les élus étudiants – est importante aussi bien pour éclairer ou peser sur certaines décisions que pour transmettre la vision ou les besoins des étudiants auprès des autres acteurs de l'Université.

Les associations étudiantes sont donc souvent soucieuses de porter la voix des étudiants dans ces différents conseils et présentent pour cela des listes lors des élections. Si vous avez déjà été délégué de classe, c'est un peu pareil, mais en plus grand ! Vous pouvez donc vous intéresser à la représentation étudiante... et pourquoi pas devenir le candidat de votre asso !

En tout cas, il est important de voter durant les élections universitaires car les étudiants doivent être acteurs de l'enseignement supérieur. Beaucoup se plaignent souvent de ne pas être entendus... mais les bulletins de vote servent à donner de la légitimité à vos représentants !

• Proposer des services aux étudiants

Une association peut mettre à disposition les photocopiés de cours, les annales d'examen, du matériel sportif, des livres d'occasion... mais aussi vendre boissons et nourriture ou proposer un lieu de détente et de travail, en fonction des locaux dont elle dispose.

• Informer les étudiants

Les bénévoles des associations du campus sont avant tout des étudiants ; ils ont donc rencontrés les mêmes problèmes que les autres et se sont posés les mêmes questions que vous. Par ailleurs, ils sont souvent investis dans les différents conseils de la fac et sont au courant de l'évolution de la filière et de l'organisation du cursus.

Ce sont donc des étudiants auprès desquels vous pourrez trouver (la plupart du temps) les informations dont vous avez besoin. Et dans le cas où ils ne sont pas en mesure de répondre, ils sauront au moins vous diriger vers les personnes compétentes pour le faire.

• Former les étudiants volontaires

Gérer une association, intervenir en conseil, organiser un événement... Cela s'improvise rarement ! La formation des bénévoles, des dirigeants et des élus se fait souvent lors de séminaires qui durent le temps d'un week-end (ou de congrès beaucoup plus festifs) et d'autres événements organisés par les fédérations de villes et associations de filière.

LES PRINCIPES DES ASSO STUDIANTES

L'association étudiante est avant tout un espace de vie commune, une mini-société animée par des bénévoles. Elle porte en elle des principes et des valeurs inhérents à la démarche associative. Ces principes partagés par les associations étudiantes sont simples : l'ouverture, la tolérance, la responsabilité, le bénévolat, le dynamisme, l'humanisme, le dialogue, le refus de tout extrémisme...

D'une manière générale (et sauf les « syndicats étudiants », même si l'appellation prête à débat), une association étudiante est pluraliste et totalement indépendante vis-à-vis des différents groupes politiques. Elle s'interdit toute orientation partisane et vise toujours à regrouper les étudiants par-delà les clivages religieux ou politiques.

COMMENT FONCTIONNE UNE ASSOCIATION ?

Les principes de fonctionnement d'une association sont inscrits dans la loi 1901 et surtout, dans les statuts de l'association (que vous pouvez consulter en préfecture ou que vous pouvez demander aux étudiants qui composent ladite asso). Ces derniers fixent ses règles de fonctionnement, ses objectifs, ses moyens...

Pour devenir membre d'une association, vous devez remplir une fiche d'adhésion et payer une cotisation annuelle. Son montant est variable mais la somme est généralement modique (entre 1 et 5 €).

Une fois membre de l'association, vous votez pour en élire les représentants, vous pouvez participer aux réunions et au fonctionnement de la vie de l'asso, et vous pouvez même être candidat pour prendre des responsabilités officielles. Bien sûr, le niveau de votre engagement dépend de vous, de votre motivation et de votre disponibilité.

L'association se compose toujours d'une assemblée générale (AG) qui se réunit une ou plusieurs fois par an et qui est composée de l'ensemble des membres de l'association. Une fois par an, elle vote le bilan moral et financier de l'année écoulée, fixe les orientations et projets pour l'année suivante.

Souvent, une association comprend également un conseil d'administration (CA). Celui-ci est composé par des membres actifs élus par l'AG, gère de près le fonctionnement de l'asso et se réunit assez régulièrement (environ tous les mois).

Enfin, l'association se compose systématiquement d'un bureau élu par l'AG qui comprend au minimum un président, un trésorier et un secrétaire (ils sont responsables juridiques de l'association). Des vice-présidents, des adjoints et des chargés de mission peuvent aussi aider à former le bureau de l'association.

Les décisions, projets, budgets... qui sont décidés au sein d'une association sont toujours validés par un vote. Le tout est consigné dans des procès-verbaux (PV) afin de garantir une trace officielle des décisions prises.



LES MOYENS DE L'ASSOCIATION

Avant tout, l'association a besoin de bénévoles pour la gérer au quotidien, mener les projets, prendre les responsabilités... Bref, la faire vivre. C'est pourquoi tous les étudiants sont sollicités pour participer, chacun à sa manière, à la vie de l'association.

Côté financier, l'association peut s'appuyer sur différentes ressources : les cotisations des membres, les recettes des manifestations bénéficiaires, les subventions institutionnelles et privées, les dons... L'association ne fait pas de profit. Elle réinvestit la totalité de l'argent dans de nouveaux projets et dans son fonctionnement. Ses comptes sont d'ailleurs présentés et votés chaque année à l'occasion de l'AG et peuvent être consultés à tout moment par les membres de l'association.

Comprendre, s'investir et entreprendre

La vie d'une association ne tient qu'à l'engagement que les étudiants lui donnent. Il faut donc être curieux du monde qui vous entoure et essayer de comprendre comment fonctionne l'université, car c'est le lieu où vous allez peut-être passer les meilleurs moments de votre vie. N'hésitez pas à vous investir et à entreprendre des projets, car s'il y a un temps et un lieu où rien n'est impossible, nul doute que cette période se situe pendant les « années fac » !

LA MUTUELLE POUR LES ÉTUDIANTS

LE PARTENAIRE SANTÉ & ASSURANCES

En tant qu'étudiant, vous être couvert par le régime général de sécurité sociale. Mais cela ne vous dispense pas de prendre auprès d'une mutuelle une assurance santé afin d'être mieux remboursé pour faire face à vos frais médicaux. Mutuelle qui peut vous apporter bien d'autres services, en particulier pour vous assurer en matière de responsabilité civile, de séjour à l'étranger ou assurer votre logement.



Attention : il ne faut pas confondre la Sécurité sociale et la [complémentaire santé](#), qui sont deux prestations différentes :

- la première relève du régime général : elle assure des remboursements partiels (à hauteur de 70 % des frais médicaux),
- la seconde est optionnelle ; à partir d'une quinzaine d'euros par mois, propose des remboursements supplémentaires en fonction des options choisies (et souvent plus avantageuses que les complémentaires parentales).

Il est utile de bien se renseigner sur les taux de prise en charge de l'assurance maladie (la Sécu), car on a souvent des surprises lorsque l'on engage des soins coûteux (lunettes, dentition...).

La mutuelle prend en charge la différence entre ce que votre soin vous a réellement coûté, et ce que vous rembourse la sécu. Parce qu'il y a parfois de gros écarts, prendre une mutuelle complémentaire n'est pas un coût, mais plutôt un bon investissement !

S'ASSURER POUR LA VIE DE TOUS LES JOURS

Pour moins de 20 euros par an, vous pouvez [souscrire des garanties](#) telles que la responsabilité civile (obligatoire pour s'inscrire dans l'enseignement supérieur), une protection individuelle accident, une assurance perte/vol de papiers, ou encore des assurances contre l'utilisation frauduleuse de votre portable, des services de coaching administratif et financier et bien d'autres encore.

Si vous êtes autonome avec votre propre chez vous, un logement étudiant, ça s'assure ! Comment s'y retrouver dans la multitude des offres proposées par les mutuelles et les compagnies d'assurance ? [Yvon Assur'logement](#) est une des formules les plus attractives du marché.

A partir de 29 euros par an, elle couvre les grands classiques : responsabilité civile, incendie/explosion dégâts des eaux, catastrophes naturelles, dommages électriques, et encore bien d'autres désagréments.

Enfin, partir étudier à l'étranger nécessite une [assurance internationale](#). Et là encore, c'est votre mutuelle qui fera le job !